

RAPPORT MORAL ET SOCIAL 2009

Par le Conseil d'administration

Dans un contexte de relance du nucléaire en France (EPR en construction à Flamanville et projet à Penly), d'explosion dans le même temps de la production des énergies renouvelables dans le monde (solaire, éolien...), et d'espoir de désarmement nucléaire (B. Obama), le Réseau "Sortir du nucléaire" a continué à renforcer son action en s'affirmant comme une force antinucléaire incontournable tant sur le plan local que national et international.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" est devenu au fil des années un acteur majeur de réflexion, d'animation, d'action, de proposition et de médiatisation de la cause antinucléaire en France. Nulle part ailleurs dans le monde n'existe une telle coordination nationale antinucléaire dotée d'un tel niveau d'organisation et d'action.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" fédère désormais 864 associations et groupes : un chiffre en augmentation continue depuis la création du Réseau, il y a douze ans... 26 633 individus (+ de 5000 nouvelles personnes depuis l'année dernière) sont également signataires de la Charte du Réseau.

Au-delà de tout le travail accompli, dont nous pouvons être légitimement satisfait, le Réseau « Sortir du nucléaire » traverse depuis fin 2009 une très grave crise interne, avec une grève – qui a démarré le 5 janvier 2010 et qui était toujours en cours le 1^{er} février 2010 – de la quasi totalité de l'équipe salariée. Pour plus de précisions sur cette crise interne, nous vous invitons à lire les annexes au rapport moral.

Ce bilan moral et social a pour but de faire un tour d'horizon de notre action commune en 2009 en commençant par un état des lieux du nucléaire.

La situation générale du nucléaire en France et dans le monde : "grand retour" ... ou grand déclin ?

• L'effondrement du "grand retour" du nucléaire

En dépit de grands effets d'annonce, la supposée « relance du nucléaire » ne s'est pas concrétisée en 2009, au contraire ! Certains « goulots d'étranglement » demeurent (capacités industrielles limitées, de moins en moins d'ingénieurs formés au niveau mondial...). Malgré tous les efforts des lobbies, les populations du monde entier demeurent hostile au nucléaire, qui n'a d'ailleurs pas réussi à obtenir l'étiquette officielle « énergie propre » lors du sommet sur le climat de Copenhague. Enfin, la crise financière a conduit à la discrète annulation d'un nombre important de projets de réacteurs, pourtant annoncés à grand bruit.

Citons quelques exemples de projets nucléaires annulés :

- le 5 décembre 2008, l'Afrique du Sud a annulé les 12 réacteurs (dont des EPR) qu'elle prétendait construire
- le 25 mars 2009, Tepco (Japon) a "repoussé" la construction d'un réacteur
- Le 23 avril, l'américain AmerenUE a annulé un projet d'EPR dans le Missouri
- Le 29 juin, la province canadienne de l'Ontario a annulé le remplacement de deux réacteurs
- Le 30 juin, Exelon a annulé un projet de deux réacteurs dans le Texas
- Le 22 juillet, la Russie annonce qu'elle réduit de moitié ses projets de construction de réacteurs
- Le 23 juillet, Bruce Power annule le projet de six nouveaux réacteurs en Ontario
- Le 7 août, la Bulgarie a annulé les deux réacteurs prévus, la centrale de Belene ayant échoué à trouver des financements
- Le 10 août, TVA a annulé 3 des 4 réacteurs prévus en Alabama (le 4^{ème} devrait suivre !)
- Le 20 novembre, la Turquie annule son projet d'une 1^{ère} centrale nucléaire

Malheureusement, d'autres projets pourraient aboutir, dans les quelques rares pays disposant encore de réserves financières importantes pour financer la construction de réacteurs. C'est principalement le cas de la Chine, qui construit actuellement une douzaine de réacteurs et pourrait en construire d'autres d'ici 2050. Mais ce programme, qui paraît impressionnant vu de chez nous, permettra à la Chine de couvrir au mieux 5 à 8% de son électricité, soit à peine plus de 1% de sa consommation totale d'énergie.

On peut citer aussi Abou Dhabi, qui dispose de "cash", mais a néanmoins choisi en décembre 2009 l'offre coréenne, principalement pour des raisons financières. L'EPR français est beaucoup trop cher, basé sur une technologie obsolète de la fin des années 90 (défiance de Civaux déficiente, projet rejeté du Carnet en Loire Atlantique...), en plus d'être incertain sur le plan de la sûreté, tant du point de vue radiologique que des outils de contrôle informatisés et jamais testés.

Enfin, aux USA, suite à un travail acharné des lobbies, la nouvelle loi sur l'énergie et le climat a dégagé des sommes très importantes (18,5 Md de \$) pour soutenir de nouvelles constructions et prévu des garanties de prêt faramineuses (54 Md de \$). Toutefois, la question du choix de la technologie demeure : le 15 octobre 2009, l'autorité de sûreté américaine, la NRC, a recalé le réacteur AP 1000 de Westinghouse, jugé inapte à résister à différents événements climatiques ou à un crash d'avion... Cela renforce d'ailleurs la probabilité que l'EPR soit lui aussi recalé (le verdict doit être annoncé en février 2012).

D'autres pays prétendent également investir à nouveau dans le nucléaire, mais avec probablement moins de succès.

En Italie, où on parle de relancer un programme à l'arrêt depuis 1986, aucun site n'a encore été déterminé, et les velléités de Berlusconi se heurtent déjà à la résistance des populations locales et de la majorité des régions. Le refus du nucléaire sera d'ailleurs un enjeu fort des élections régionales, en mars prochain. De son côté, le gouvernement tente de mobiliser de lourdes sommes pour essayer d'"acheter" le volontariat des territoires.

En Grande-Bretagne, le gouvernement souhaite la construction de nouveaux réacteurs, mais se refuse à accorder une subvention à EDF, qui a racheté British Energy 15 milliards mais n'a plus d'argent pour payer les EPR envisagés. Par ailleurs, c'est l'autorité de sûreté britannique (rejointe seulement dans un second temps par les autorités finlandaise et française) qui a mis à jour les graves défauts de l'EPR français.

En Inde, grâce au forcing incroyable de Bush et de Sarkozy fin 2008, l'AIEA et le NSG ont fourni les dérogations nécessaires pour pouvoir acheter des équipements et matières nucléaires, en contradiction totale avec toutes les règles de non prolifération (l'Inde n'est pas signataire du TNP). La Russie a également fait des appels du pied. Pourtant, les projets nucléaires de l'Inde patinent, principalement pour des raisons financières.

Enfin, en Allemagne, la coalition conservateurs-libéraux arrivée au pouvoir en septembre 2009 a affirmé son intention de revenir sur la décision de sortie du nucléaire. Le mécanisme de « sortie du nucléaire » à l'allemande laissait la possibilité aux opérateurs de déroger à la durée de vie de certains réacteurs sous réserve de fermer des sites équivalents, ambiguïté qui sert bien des intérêts politiques et économiques. Toutefois, la sortie ne se laissera pas liquider si facilement, et Angela Merkel doit compter avec une population plus opposée que jamais au nucléaire, comme l'a montré la grande manifestation antinucléaire de Berlin le 5 septembre 2009 (50 000 personnes). De ce fait, la construction de nouvelles centrales est politiquement impensable.

Etant donné le nombre marginal des nouvelles constructions, la part du nucléaire dans la consommation mondiale d'énergie, déjà peu élevée, est irrémédiablement appelée à chuter. Les renouvelables progressant à grand pas, le nucléaire représente maintenant moins de 14 % de la consommation d'électricité mondiale.

Il n'en reste pas moins que même si le retour du nucléaire n'est pas aussi triomphant qu'annoncé, il existe néanmoins : depuis une paire d'années, les projets de construction s'accumulent, alors que depuis le début des années 80, les nouvelles constructions étaient en sommeil.

• Conséquences préoccupantes : l'allongement de la durée de vie des réacteurs... et l'aggravation des risques

Faute de nouvelles constructions, l'industrie nucléaire parie maintenant, pour se maintenir, sur l'allongement de la durée d'exploitation des réacteurs existants. Comme le titrait le 21 octobre dernier Le Monde (qui avait pourtant annoncé le « grand retour » du nucléaire), "Le retour en grâce du nucléaire passe d'abord par l'allongement de la durée de vie des centrales" ! ». Malheureusement, le processus de prolongation de la durée de vie des réacteurs actuels s'accompagne de lourdes conséquences en terme d'aggravation du risque d'accident et augmente le risque de catastrophe.

En France, les réacteurs arrivent à 30 ans d'âge, durée de vie prévue au départ par EDF - le quotidien Le Monde du 15 mai 2003 a ainsi rappelé que "les décrets d'autorisation ne précisait pas la durée de vie des centrales", mais que "les dossiers d'autorisation présentés par EDF avançaient une durée d'exploitation de trente ans".

Les réacteurs de Fessenheim (Haut-Rhin), Bugey (Ain) et Tricastin (Drôme) ont déjà atteint cet âge, et la majorité du parc français l'atteindra très vite, d'ici 2014. Des inconscients proposent même de suivre l'exemple des Etats-Unis, qui prétendent faire fonctionner leurs centrales jusqu'à 60 ans ! En ce qui concerne nos voisins, le gouvernement belge a malheureusement déjà acté la prolongation de la durée de vie des plus anciennes centrales au-delà de 40 ans. La population suisse, elle, vient de rappeler son opposition à un tel processus ; espérons qu'il en sera tenu compte !

• Révolte contre les projets d'enfouissement de déchets nucléaires

L'Andra avait lancé en juin 2008 un processus soigneusement élaboré pour l'enfouissement en profondeur des déchets dits « FAVL » (faible activité à vie longue), présélectionnant 3115 communes pour en retenir deux un an plus tard. C'était sans compter sur l'opposition ferme des populations et associations locales ! Ainsi, la majorité des communes pressenties en France et notamment en Lorraine et Champagne-Ardenne, régions hautement concernées par les déchets nucléaires, ont retiré leur candidatures.

En Meuse, le projet de "laboratoire" de Bure se transforme en futur site d'enfouissement, qui couvre 4 communes. Une de celle-ci, Bonnet, commence à prendre position contre le projet. Aucun pays au monde n'a encore enfoui ses déchets les plus dangereux, mais cette voie reste la plus explorée, même si elle subit des remises en question (ainsi, aux Etats-Unis, le lobby américain se trouve confronté à l'annulation par Obama du projet d'enfouissement de Yucca Mountain).

• Autres dossiers :

- ITER et le Mégajoule, ces installations gigantesques dédiées à la fusion nucléaire, accumulent les retards et surcoûts, et sont remises en cause.

- Avec le projet de réacteur "de 4ème génération", Superphénix tente de renaître de ses cendres sous un autre nom. Des milliards sont hélas attribués à ce projet, prévu sur le site nucléaire de Marcoule (Gard).

- Une usine d'enrichissement de l'uranium (George Besse II) est en construction au Tricastin. Le Réseau a souligné que les centrifugeuses qui vont être utilisées seront louées (très cher) par Areva à son concurrent Urenco. Une fois de plus, la "maestria" française dans le nucléaire n'est pas au rendez-vous...

Par ailleurs, les accords de désarmement USA-Russie pourraient mettre sur le marché de grandes quantités d'uranium enrichi résultant de la destruction des stocks militaires, à un prix concurrençant sévèrement cette usine.

- Le lobby nucléaire français s'attaque également à l'enseignement. A la suite d'un rapport alarmiste du CEA, le gouvernement a "incité" les universités françaises à relancer la formation aux techniques nucléaires, avec comme objectif affiché la formation de 3000 à 6000 ingénieurs et techniciens par an, ne serait-ce que pour satisfaire aux "accords de coopération" complaisamment signés par le président Sarkozy avec quelques autocrates...

- L'abaissement, voire la suppression des "seuils de libération", permettent dès aujourd'hui de disséminer les déchets radioactifs de "très faible activité" dans les matériaux de construction et l'industrie en général.

- La « modernisation » des armes nucléaires française, avec un nouveau missile (M51) qui n'est pas une simple amélioration du M45 mais dont l'objectif et la portée permettent d'atteindre Pékin, en total mépris du TNP 2000, un nouveau sous-marin nucléaire, et une nouvelle perspective de doctrine d'armes nucléaires chirurgicales (laser MégaJoule).

Notons également qu'Areva affiche clairement l'ambition de devenir le premier producteur mondial d'uranium, avec des projets pas seulement au Niger et au Canada mais en Namibie, en Afrique du Sud, en Centrafrique, en Mongolie, au Kazakhstan et en Australie. Le gisement d'Imouraren, au Niger, pourrait devenir l'une des plus grandes mines du monde. De nouveaux contrats ont été signés avec le Congo. Cependant, là encore, la rentabilité financière de l'exploitation d'uranium pourrait être remise en question par l'arrivée des anciens stocks d'uranium militaire.

• Quelles perspectives pour 2010 et au delà ?

Il est fort probable que le lobby persiste à évoquer une « renaissance du nucléaire », la justifiant en détournant de manière éhontée l'argument de la lutte contre le changement climatique. Cependant, ces discours n'empêcheront pas l'inexorable déclin de l'industrie nucléaire au niveau mondial ; d'autant que l'essor des renouvelables (dont la capacité installée par an dépasse désormais celle du nucléaire) et la baisse annoncée du prix du gaz (liée à l'exploitation croissante des « gaz non conventionnels ») contribueront encore à diminuer la compétitivité de cette technologie.

En France, nul ne sait encore ce que nous réservera 2010 ! Mais il est fort probable que l'EPR occupe à nouveau le devant de la scène. Avant le début du chantier du nouveau réacteur à Penly, en 2012 (l'année des présidentielles, donc gros enjeux pour Sarkozy...) un « débat public » est censé avoir lieu en 2010. Il faudra alors déterminer comment le Réseau « Sortir du nucléaire » se positionnera.

Dans l'arène politico-financière, on continuera à suivre le feuilleton de la lutte pour le pouvoir nucléaire désormais engagée entre AREVA et EDF, complaisamment appuyé par GDF-SUEZ. Lutte engagée à l'issue du contrat manqué avec Abou Dhabi, et alimentée par l'affaire des contrats de retraitement, avec le gouvernement actuel en arbitre. Le Réseau devra rester vigilant sur cette restructuration lourde de conséquence.

Les élections régionales représenteront également un gros enjeu : l'occasion de « rebattre les cartes », d'appeler à un changement de politique énergétique régionale, d'interpeller sur les questions de sécurité...

D'autres enjeux seront à suivre de près : la suite des projets d'enfouissement des déchets ; l'arrivée en fin de vie d'une cohorte croissante de réacteurs ; la croissance attendue de la consommation d'électricité, qui risque d'entraîner de nouvelles situations tendues, les chantiers de Georges Besse 2, ITER, le Mégajoule...

Deux grandes campagnes en 2009

Début 2009, la campagne « Pour une Europe sans nucléaire ! » (document diffusé à 90 000 exemplaires) a permis d'interpeller les candidats aux élections européennes sur leur appréciation et leur maîtrise des questions énergétiques en général et nucléaires en particulier, ramenant dans le débat un thème très peu abordé. Les lignes seraient-elles en train de bouger ? Certes, les grands partis (PS, UMP) conservent toujours une position pronucléaire tranchée, mais le Modem et le Front de Gauche sont désormais en questionnement !

La première campagne internationale du Réseau

Surtout, 2009 a été marquée par la poursuite et la montée en puissance à l'international de la campagne « Ni nucléaire ni effet de serre ». Le sommet de Copenhague constituait une occasion rêvée pour les nucléocrates de tout poil de se présenter comme les sauveurs du climat. Avec « Don't nuke the climate ! », le Réseau a contre-attaqué, interpellant les décideurs à Copenhague et rappelant que le nucléaire n'est ni une énergie propre, ni une solution au changement climatique ! A cette occasion, 700 000 documents ont été diffusés en partenariat avec de grandes publications (Terra Eco, Le Monde Diplomatique, Politis...).

Nous avons été rejoints, dans un mouvement de soutien sans précédent pour le Réseau, par plus de 350 organisations dans près de 50 pays : associations environnementales, syndicats, partis, associations culturelles, groupes locaux comme ONG nationales. Grâce à cette mobilisation transversale et internationale (facilitée par un site web traduit en 10 langues), le message antinucléaire a pu montrer sa force et gagner de nouvelles franges de la population. Un travail en commun prometteur s'est mis en place avec de nombreuses organisations, notamment par le biais de la plate-forme « Urgence Climatique, Justice Sociale ».

En France, la campagne a connu une très large diffusion. Le dépliant de la campagne a en effet été diffusé à près de 700 000 exemplaires, à la fois par les groupes membres du Réseau, les sympathisants individuels, et par le biais d'encartages dans la presse (Le Monde Diplomatique, Politis, Terra Eco, La Décroissance, etc.).

Dans les quelques mois précédant Copenhague, les actions se sont succédées : statues affublées de masques anti-radiation à Paris, conférence de presse, « manifestation virtuelle » sur le site web et journée d'actions en France et dans différents pays le 12 décembre... sans parler du travail de l'équipe investie à temps plein à Copenhague même pendant 15 jours (voir chapitre « international » pour en savoir plus).

Au final, près de 54 000 signatures pour un accord climatique sans nucléaire présentées à Copenhague, des retombées médiatiques dans de grands médias nationaux (Le Monde, Libération, L'Express, France Info, GEO, La Vie...), mais aussi dans des médias étrangers (Etats-Unis, Italie, Japon, Danemark) ... et surtout, malgré les résultats décevants du sommet lui-même, une note d'espoir : **pas de consécration officielle du nucléaire comme énergie propre !**

(Notons également la collaboration du Réseau à la campagne « Copenhague, un sommet d'incohérence » animée par Agir pour l'Environnement ».)

Une présence forte sur la scène internationale

Tout au long de l'année, bénévoles et salariés se sont activés pour accroître et renforcer notre réseau de partenaires internationaux. Ils ont ainsi participé à de **nombreuses rencontres et rassemblements antinucléaires européens** : atelier « nucléaire et banques » à Linz (Autriche) en mars, importante délégation au Forum Antinucléaire Européen (toujours à Linz) en juin, réunion annuelle de la Coordination Antinucléaire Méditerranéenne en août, conférence internationale sur les déchets en Suède en octobre, réunion de coordination à Londres en novembre...

Les liens ont été renforcés avec de nombreuses organisations en Europe et dans le monde, ONG comme groupes locaux. Ainsi, le **Chernobyl Day** a été relayé par plus de 57 groupes hors France. En outre, de nombreuses prises de contacts et rapprochements ont eu lieu avec les associations allemandes et autrichiennes, ce qui s'est traduit par la présence de plusieurs dizaines de militants du Réseau venus en car à la **grande manifestation pour la sortie du nucléaire de Berlin**, le 5 septembre, qui a rassemblé plus de 50 000 personnes. Le Réseau a également apporté son soutien à un certain nombre d'actions et collectifs transnationaux : collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger », action « Independent WHO », soutien à la **marche pour la paix et contre le nucléaire** de Genève à Bruxelles...

Les **relations transfrontalières avec l'Allemagne et la Suisse** ont également été renforcées à l'occasion du rassemblement de Colmar. En amont, plusieurs actions communes ont réuni les militants alsaciens et les amis du BUND, TRAS, Nie Wieder Atomkraftwerke et des Bürgerinitiative (manifestations, rencontres devant la centrale). **Une conférence transfrontalière** pour la sortie du nucléaire, organisée par le Réseau, s'est tenue au Parlement européen quelques jours avant la manifestation, dans le but de partager les expériences novatrices mises en œuvre outre-Rhin. Enfin, le 3 octobre 2009, **le jour du rassemblement, plus d'un millier d'Allemands et de Suisses ont fait le déplacement** malgré les entraves à la circulation, démontrant que la résistance ne connaît pas de frontières ! Beaucoup sont restés pour les concerts et les conférences, où intervenaient des représentants des trois pays.

Surtout, 2009 a été marqué par « **Don't nuke the climate !** », **notre première campagne d'envergure internationale**, élaborée à l'occasion du sommet de Copenhague sur les changements climatiques et relayée dans plus de 50 pays. Un « noyau dur » d'organisations antinucléaires européennes et américaines s'est constitué autour du Réseau pour en assurer la déclinaison dans divers pays, traquer le nucléaire dans les négociations et surtout **faire entendre le message antinucléaire à Copenhague pour éviter que le nucléaire n'y reçoive une reconnaissance internationale**. Sur place, pendant deux semaines, une équipe de bénévoles et salariés du Réseau, en coopération avec nos partenaires internationaux, a diffusé de l'information et enchaîné les actions (sur le site www.dont-nuke-the-climate.org, un blog permet de suivre leur intense activité au jour le jour et de saisir l'ambiance sur place). Une grande banderole a été déployée devant le centre de conférence. L'emblématique « petite sirène » a été affublée d'un masque anti-radiations pendant que des militants d'une douzaine d'organisations de 8 pays différents prenaient la parole. Nous avons assuré une forte présence antinucléaire dans la grande manifestation du 12 décembre, plusieurs conférences dans le Bella Center (centre officiel) et le Klimaforum (forum alternatif), un article a été publié dans le journal des négociations... Point culminant : la remise des pétitions et la signature par de nombreux élus et personnalités d'une grande carte postale « Pour un accord sans nucléaire », au beau milieu du centre de conférence ! Au final, grâce à quelques actions de lobbying, à notre visibilité et à de nombreuses retombées médiatiques dans les médias français et internationaux, le message antinucléaire semble avoir porté : certains pays, comme ceux du Groupe Afrique, sont revenus sur leur soutien à l'atome, et **toute mention du nucléaire a**

disparu des textes finaux ! Bilan assez positif pour le Réseau, qui a pu impulser autour d'un sujet encore traité de manière marginale dans les négociations **une véritable dynamique internationale, et une mobilisation qui gêne clairement le lobby nucléaire...** (même s'il restera nécessaire de continuer à suivre le dossier, pour éviter qu'il ne ressurgisse par une porte détournée...) Enfin, les actions à Copenhague ont aussi permis des prises de contacts très enrichissantes avec d'autres militants du monde entier, en particulier sur la question des peuples autochtones mis en danger par les mines d'uranium.

Par ailleurs, le travail de plaidoyer auprès des institutions européennes et internationales a été poursuivi... avec des résultats divers. Le Réseau a claqué la porte du « Forum Européen de l'Energie Nucléaire » coordonné par la Commission Européenne en mai dernier, pour dénoncer sa perméabilité au lobby du nucléaire. Notre présence à la session de révision du Traité de Non-Prolifération à New-York, en mai dernier, aux côtés du Mouvement de la Paix semble avoir été plus fructueuse. Dans un autre registre, une autre forme de lobbying improvisé a permis la libération en 24 h d'un membre de la délégation du Réseau injustement arrêté et détenu par la police bavaroise au retour du Forum antinucléaire européen de Linz !

Quelques moments forts et actions du Réseau

- Le Chernobyl Day : le 26 avril, pour la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl.

En 2009, 220 actions ont eu lieu, dont 164 en France, 54 en Europe (hors France), 2 actions en Australie, 1 en Namibie. Une progression par rapport à 2008 (179 actions dont 133 en France, 41 en Europe (hors France) et 3 en Indonésie, 1 en Nouvelle-Zélande, 1 en Tunisie). Le Collectif IndependentWHO est fortement impliqué dans l'organisation de cette journée internationale, faisant le lien avec ses actions, dont la vigie quotidienne devant l'OMS à Genève.

Cette journée sera reconduite en avril 2010. Des compléments d'informations, photos, vidéos... sont disponibles sur :

<http://www.chernobyl-day.org/>

- Festival du film court (2010)

La seconde édition prévue pour le premier semestre 2010 a été annulé par manque de temps et de disponibilité des salarié-es et membres du CA. Il a été décidé de ne pas reproduire ce festival du film dans les mêmes conditions. Un groupe de travail (membres du CA – salarié-es – bénévoles) va être constitué pour réfléchir à une nouvelle formule.

- Rassemblement « Fermons Fessenheim et sortons du nucléaire », Colmar, les 3 et 4 octobre 2009

10 000 manifestants étaient présents pour la manifestation (très couverte par les médias régionaux et nationaux) du samedi 3 octobre après-midi.

Plusieurs centaines de personnes ont assisté sur les 2 jours aux conférences, pièces de théâtre, projections, expositions, ateliers pratiques, concerts... La projection en avant-première du film « Déchets, le cauchemar du nucléaire » a été longuement applaudie dans une salle remplie avec plus de 300 spectateurs. Une visite de l'éco-quartier Vauban à Freiburg (Allemagne) a rassemblé une centaine de personnes.

Deux journées chaleureusement antinucléaire face à la Préfecture et la Mairie de Colmar, qui ont tout mis en œuvre pour entraver l'organisation et le déroulement de ce rassemblement.

Face à ce déni de démocratie, il a été décidé de remplacer le défilé du samedi après-midi par un rassemblement devant la gare, rythmé par les musiciens présents, les prises de paroles internationales et quelques temps forts (die-in, déroulage de la grande banderole).

Compléments d'informations, photos, vidéos... :

<http://www.fermons-fessenheim.org>

- Copenhague et les actions du 12 décembre

Cette année, 216 actions ont été organisées dans 12 pays en réponse à l'appel international « Don't nuke the climate / Ni nucléaire, ni effet de serre ». Les Italiens, confrontés aux projets de relance de Berlusconi, ont à eux seuls organisé une centaine d'actions.

Une équipe de bénévoles et salariés du Réseau « Sortir du nucléaire » a été présente à Copenhague tout au long des deux semaines de la Conférence des Nations Unies sur le Climat, du 7 au 18 décembre. Elle a combiné le suivi des négociations, les actions, les prises de contacts avec des représentants d'associations, de partis, les sympathisants de tous pays... (voir chapitre « international »)

Compléments d'informations, photos, vidéos... :

<http://www.dont-nuke-the-climate.org>

- Projet EPR à Penly

En mars 2009, le Réseau « Sortir du nucléaire » a organisé une rencontre à Rouen avec pour objectif la création d'un collectif local contre le projet de réacteur EPR à Penly.

Depuis cette initiative, le Collectif « Stop EPR, ni à Penly ni ailleurs » fonctionne à merveille ! Des réunions et des actions (entre autre de « perturbation ») sont régulièrement organisées.

Un premier rassemblement a réuni plus de 600 manifestants le 28 juin 2009 à Dieppe.

Compléments d'informations, photos, vidéos... sur :

<http://www.stop-epr.org>

- La maison de Bure

Cette année a vu le début des travaux de réhabilitation de la grange en salle multi-activités. 60 000 euros de fonds de contributeurs ont permis de travailler avec un architecte de Nancy, qui a « accroché » sur le projet. Après démolition d'une partie, le bâtiment sera doté d'une ossature bois.

D'importants travaux sont en cours, qui requièrent financements et main d'œuvre, mais la salle devrait ouvrir fin 2010 et proposer des conférences, expositions, projections, rencontres...

Dans les autres bonnes nouvelles, une éolienne de 12 m a été installée fin décembre 2009, en complément de la chaudière bois et des capteurs thermiques.

Le dossier de raccordement à ERDF est en cours, afin de revendre notre courant excédentaire à ENERCOOP, qui est également notre fournisseur.

<http://burezoneblog.over-blog.com/>

- La mobilisation contre les FAVL

3115 communes ont été contactées par l'ANDRA, pour contrairement à Bure, impliquer les communes dans un "processus démocratique" et montrer ainsi l'acceptabilité sociale de l'enfouissement des déchets radioactifs.

La trentaines de communes "candidates" sont toutes situées dans l'Est de la France. Les communes sélectionnées devaient être connues début 2009, mais c'est seulement fin juin que l'on apprend que les "nominées" sont Pars-les-Chavanges et Auxon, dans l'Aube où existe déjà le centre de Soulaines.

La mobilisation locale, soutenue par le réseau qui a produit X exemplaires d'un 4 pages "Voulez-vous habiter à côté d'une poubelle nucléaire" a été un succès. D'abord dans le village de Pars où la réunion publique organisée par l'Andra a entraîné un nouveau vote "contre" de la commune et à Auxon où le maire a présenté sa démission, suite à la mobilisation des habitants de sa commune, lors d'une réunion publique également.

De nouvelles associations se sont créées dans les communes candidates et regroupées dans une Fédération Grand Est. La mobilisation doit continuer car l'Andra cherche de nouvelles communes d'accueil pour enfour ces déchets faiblement radioactifs à vie longue.

- Les rencontres régionales

5 rencontres ont été organisées jusqu'à mars 2009. Elles se sont déroulées à chaque fois dans une région différente : Bretagne, Ardennes, Sud-Ouest, PACA, Pays de la Loire. Depuis mars, Jocelyn étant installé à Colmar pour l'organisation du rassemblement « Fermons Fessenheim », aucune rencontre n'a été organisée. Elles devraient reprendre en mars 2010. Elles ont pour but de faire se rencontrer les militants associatifs, politiques, individuels, syndicaux... locaux afin de leur présenter le fonctionnement du Réseau « Sortir du nucléaire », le soutien qu'il peut apporter (matériel, financements, communication...), ainsi que le travail de Jocelyn en tant que coordinateur national. Elles permettent également de recueillir les impressions des militants, les demandes des groupes, de créer des contacts locaux et nationaux...

- Légère augmentation du nombre de groupes

18 nouveaux groupes ont rejoint le Réseau courant 2009 ; certaines créations ont eu lieu dans des régions où les activités antinucléaires n'étaient pas encore relayées. Le nombre de groupes et d'individu-es répondant à nos appels à journées d'actions (Chernobyl Day, « Don't nuke the climate » cette année) est en constante augmentation. La production de nouveau matériel (dossiers, tee-shirts, tracts, affiches...) en lien ou non avec une campagne (Chernobyl Day, Fermons Fessenheim, « Don't nuke the climate », etc.) a également permis une meilleure visibilité des slogans et appels.

- Des stands partout en France

Grâce au dynamisme des militant-e-s locaux, ce sont cette année des dizaines de stands qui ont été tenus aux quatre coins de la France dans des salons, des foires, des conférences... Une bonne occasion de venir discuter avec le public, tout en proposant les nombreux articles que nous diffusons (livres, autocollants, DVD, badges, jeux...) Un bon moyen aussi pour les groupes locaux de financer leur action locale grâce à une ristourne de 30 % qui leur est consentie sur le prix de vente public.

- Un soutien actif aux initiatives locales

Le Réseau "Sortir du nucléaire" agit dans toute sa dimension de Fédération d'associations pour favoriser et aider les initiatives locales. Une attention particulière est apportée aux groupes locaux et aux membres individuels du Réseau, grâce à un travail de suivi et de relais de l'information. Toutes les actions locales (398 répertoriées en 2008) ou nationales sont portées à la connaissance de tous dans l'agenda de notre site internet par Myriam Battarel. Chaque initiative locale est diffusée par des fichiers ciblés dans le département ou les régions concernées. Notons également que le Réseau apporte son soutien financier à diverses initiatives, notamment grâce à son fonds de solidarité (soutien à des militants en procès, aide à des actions locales, à des projets...)

Quelques luttes :

- les actions du GANVA

Parmi les nombreuses actions et événements locaux, nous retiendrons la lutte des membres du GANVA contre l'EPR et les THT. Plusieurs actions de blocages et une action en justice les ont conduit à devoir payer de fortes amendes. De nombreux soutiens (cuvée de jus de pommes) et ventes de matériel (Tee-Shirts « Stop-Transports ») sont organisés pour les aider à les régler.

- Dans le Sud-Est :

Une forte dynamique est actuellement en place dans le Sud-Est avec des groupes actifs principalement dans le Vaucluse (84) et les Bouches du Rhône (13). Des groupes sont en constitution en Ardèche (06) et dans le Var (83). Les luttes se concentrent sur ITER et la nucléarisation de la vallée du Rhône. Les rencontres d'été du Réseau « Sortir du nucléaire » se sont déroulées à côté de Pertuis (84) fin août 2009.

- L'Est :

La majeure partie des forces ont participé à l'organisation du rassemblement à Colmar début octobre. 2009. Malgré l'état de fatigue, les nombreux groupes locaux ont participé entre autres à l'appel international du 12 décembre « Don't nuke the climate »

- Le Sud-Ouest :

La lutte continue contre la centrale du Blayais et de Golfech. Grâce à une forte dynamique « historique », de nombreux événements sont couverts et organisés par les antinucléaires. La liste de discussion « sud-ouest » témoigne à elle seule de la dynamique locale. Certainement une des listes fonctionnant le mieux avec celle dédiée à la lutte contre l'EPR à Penly. L'exemplaire toulousain de l'exposition « Areva ne fera pas la loi au Niger » a été continuellement demandé en 2009 ; cela renforce la coopération avec d'autres associations (Survie par exemple). Le professeur Bandazhesky est venu à Toulouse et à Bordeaux en avril 2009.

- L'Ouest :

Les groupes et militants continuent de s'opposer au réacteur EPR à Flamanville, au projet à Penly et aux lignes THT. L'Ouest dérange et reste une des régions les plus actives en matière de désobéissance civile. Les Bretons et les Normands ne « lâchent rien » et constituent avec la Fédération Grand-Est les 2 pôles les plus actifs contre des projets locaux. Les 2 pétitions lancées par les associations locales concernant le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis ont rencontré à chaque fois une vive adhésion (plus de 9 000 signatures) ; conjuguées avec l'action juridique du réseau, elles contraindront probablement l'Etat à ouvrir un débat public sur le sujet, qui devra forcément aborder le problème des stockages à l'Est. Que ce soit à la Hague, à Cadarache, le Bugey, Chooz, Brennilis, une dynamique s'est mise en place pour étudier ces dossiers d'enquête, interroger l'exploitant et échanger les informations.

Le dossier sur les anciennes mines d'uranium en Bretagne, dont le problème a été soulevé en 2008, continue d'être approfondi grâce notamment à l'achat d'un radiamètre DG5 par le Réseau.

Les Bretons sont également très actifs au sein du collectif IndependentWHO.

- le Nord et le Centre :

Ces deux régions sont parmi les moins présentes et actives dans la lutte antinucléaire. Néanmoins, quelques groupes ou militants isolés relaient régulièrement les appels à actions et les informations locales.

Des supports de communication appréciés

Une revue trimestrielle attendue

Au fil des années, la revue «Sortir du nucléaire» est devenue une référence sur le nucléaire et les alternatives énergétiques. Quatre numéros sont parus au cours de l'année 2009, qui ont apporté un éclairage inédit sur des sujets souvent très peu abordés dans les grands médias. Le nombre d'abonnés avoisine les 20 000. Sa rédaction en chef est assurée par Philippe Brousse et Nadège Morel, salariés qui animent le Comité Revue et publications auquel participe à des administrateurs et d'autres bénévoles.

Des dossiers thématiques pour le grand public

Le Réseau «Sortir du nucléaire» avait lancé en 2007 un nouveau concept de publication sous la forme de courtes brochures d'information et de sensibilisation sur une problématique particulière liée au nucléaire. Ces dossiers ont pour but de viser un large public, très au-delà des militants convaincus et informés.

L'originalité de ce travail est de s'appuyer sur une commission élargie de bénévoles, tant néophytes que spécialistes, qui travaillent ensemble grâce à un site collaboratif sur internet.

Deux publications ont vu le jour en 2009 :

- Le journal « Les dernières nouvelles de Fessenheim » réalisé en mars 2009 avait pour but de soutenir et de préparer le rassemblement européen de Colmar des 3 et 4 octobre 2009 pour demander la fermeture de Fessenheim, centrale la plus vieille de France. Ce journal, pastiche d'un célèbre journal régional, présente le problème des centrales en fin de vie et les solutions concrètes de sortie du nucléaire. Ce travail a été réalisé en coordination avec le Collectif Fermons Fessenheim. Ce journal a été imprimé à 60 000 exemplaires et largement diffusé.

- Le dossier « Le double jeu du nucléaire », imprimé à 30 000 exemplaires, est paru en novembre 2009. Ce hors-série explique en 12 pages comment le nucléaire civil et militaire participent d'une même synergie et mettent en péril la planète : l'énergie nucléaire favorise la prolifération de l'arme atomique et réciproquement. Il est le fruit d'une coordination active de Nadège Morel et d'une large collaboration avec des spécialistes du nucléaire militaire et des militants du Réseau Sortir du nucléaire. Notons que cette brochure a été le support à une participation active (conférence, stand...) du Réseau « Sortir du nucléaire » aux journées du désarmement nucléaire de Caen des 16-17-18 juin 2009.

Une forte dynamique grâce à nos sites internet et à nos listes de diffusion

Sabine Li et Myriam Battarel ont continué à développer les sites internet du Réseau.

Le site "Sortir du nucléaire", consulté en moyenne par 1500 visiteurs chaque jour, apporte une information de fond sur le nucléaire et les alternatives, fait le lien entre différents acteurs de la lutte antinucléaire en France et à l'étranger, et propose un agenda, une boutique en ligne et un espace vidéos. L'agenda des actions est très dynamique, les groupes prenant de plus en plus l'habitude de nous transmettre leur actualité ainsi que des photos et des vidéos de leurs actions.

Après les sites "stop-epr", "stop-iter" et "ninucleaire-nieffetdeserre", de nouveaux sites événementiels ont été développés :

- chernobyl-day.org qui référence les 220 actions organisées à l'occasion de la mobilisation internationale contre le nucléaire du 26 avril 2009.

- fermons-fessenheim.org, spécialement dédié à la grande manifestation des 3 et 4 octobre 2009 qui a rassemblé 10 000 manifestants.

- dont-nuke-the-climate.org pour la campagne internationale « Don't nuke the climate » (Ni nucléaire, ni effet de serre) à l'occasion du sommet international sur le changement climatique de Copenhague. Traduit en dix langues, ce site a permis de relayer la campagne à l'étranger et de rapporter les actions de l'équipe présente à Copenhague.

Le Réseau gère également de nombreuses listes de diffusion internes (CA, salariés, commissions...), neuf listes de discussion (nationales, thématiques et régionales) et enfin plus d'une centaine de listes de diffusion comprenant près de 75 000 e-mails au total.

Le secrétariat du Réseau a répondu cette année à des milliers de mails reçus sur l'adresse "contact", dispatchés entre les différents membres de l'équipe salariée ou redirigé vers les groupes ou bénévoles concernés.

70 artistes à nos côtés

Depuis 2007, le Réseau "Sortir du nucléaire" a engagé une démarche d'ouverture au monde artistique et a obtenu le soutien officiel de 70 artistes de tout ordre (musique, théâtre, art plastique) qui ne manquent pas de faire connaître nos idées à un public le plus souvent jeune. Un espace sur notre site Internet est spécialement dédié à ces soutiens d'artistes, dont la liste s'allonge. De nombreux stands sont organisés lors de leurs concerts, ce qui est une excellente occasion de diffuser notre information.

Des administrateurs et des salariés fortement impliqués mais une grave crise interne fin 2009-début 2010.

Le Réseau est administré par 9 administrateurs titulaires et 9 administrateurs suppléants, tous bénévoles. Venant des 4 coins de l'Hexagone, chaque administrateur apporte les connaissances et les échos des luttes locales, ce qui est un atout pour le Réseau ; mais cet éloignement est aussi une difficulté pour une bonne cohésion et un travail en synergie avec le pôle salarié. Les administrateurs sont chargés de prendre les décisions selon les orientations décidées à l'Assemblée Générale, comme par exemple la validation des communiqués. Pour la seconde année, ils se sont réunis lors d'un week-end d'automne avec quatre des salariés plus impliqués dans les orientations politiques ou la communication du réseau afin de réfléchir et proposer à l'AG des axes stratégiques sur une ou plusieurs années à travers une motion.

Le Réseau compte 13 salariés (auxquels il faut ajouter un avocat prestataire de service) : une équipe motivée mais dont la bonne ambiance générale a été altérée par de graves difficultés internes, qui ont débouché sur une grève de 10 salariés. A l'occasion de cette grève, une section syndicale SUD a été créée en janvier 2010 au sein du Réseau. Pour plus de précisions sur cette crise interne, nous vous invitons à lire les annexes au rapport moral.

Depuis la mise en place en 2007 d'une convention collective "Animation" et la mise en place de délégués du personnel, une réunion mensuelle avec la direction permet de faire un point régulier. Ces réunions en 2009 ont notamment permis de mettre en place un « Livret des salariés » présentant à tous les salariés (en particulier aux nouveaux venus) les choses importantes à savoir.

Le rapport entre les salaires le plus bas et le plus haut s'établit à un coefficient de 1,8. Les salariés bénéficient d'avantages sociaux dont, entre autres, les tickets restaurants, un contrat de prévoyance, un plan d'épargne retraite entreprise et une participation aux frais de transports en commun.

Cinq salariés travaillent en dehors du siège de Lyon :

Stéphane Lhomme en Gironde comme chargé des relations extérieures du Réseau, Jocelyn Peyret à Colmar comme coordinateur national des groupes et actions, Nadège Morel comme responsable de publication à Carcassonne, Charlotte Mijeon comme chargée des relations internationales à Lille et Wladd comme maquettiste-iconographe depuis le 1^{er} juin 2009 à Chambéry.

A noter que Lionel Cavichioli est resté au poste de chargé de campagnes du 1^{er} avril 2008 au 13 février 2009 puis Pierre Emmanuel Weck est resté à ce même poste du 4 mai au 30 septembre 2010, date à laquelle il a démissionné. Les autres salariés ont dû prendre en charge les tâches qui y sont liées.

Huit salariés et un prestataire travaillent actuellement dans nos locaux à Lyon :

Annie Orega comme secrétaire comptable, Sabine Li comme webmestre et infographiste, Myriam Battarel comme assistante webmestre, Régis Delhomme (qui a pris la suite de Nouara Scalabre qui a quitté l'équipe fin novembre 2009) comme responsable des abonnés, de la base de données et du secrétariat, Delphine Boutonnet comme responsable des approvisionnements et expéditions, Xavier Rabilloud comme assistant de direction et de communication et Philippe Brousse comme directeur. Jacques Caclin, qui est intervenu en 2009 comme prestataire de service en tant que directeur financier, a récemment été salarié.

Avec d'autres associations comme la revue S!lence ou le salon Primevère, le Réseau "Sortir du nucléaire" est co-proprétaire du local "Les Ateliers" au 9, rue Dumenge sur le plateau de la Croix Rousse à Lyon, dans le cadre d'une participation financière au sein de la Société civile immobilière "Un toit pour l'écologie".

L'ensemble des emprunts étant totalement remboursé depuis quelques années, les occupants de ces locaux n'ont à supporter que des frais courants peu importants (charges de copropriété, entretien, chauffage, électricité et gaz). A la suite du départ de l'association "Casseurs de pub" courant 2008, le Réseau a pu récupérer deux bureaux sur mezzanine qui nous permettent d'adapter notre structure à un espace de travail qui puisse permettre de travailler dans de meilleures conditions. Le service comptabilité (Jacques Caclin et Annie Orenge) s'est installé dans l'un des deux bureaux et le second bureau sert d'espace de stockage supplémentaire pour une partie du matériel que nous diffusons. Dans les prochains temps, nous avons en projet de louer un autre local dans une rue à proximité du local actuel pour un espace véritablement adapté pour le stockage, la préparation des commandes et l'expédition (ce sont souvent plusieurs sacs postaux qui sont envoyés chaque jour !).

Le Réseau est aidé dans son travail quotidien par des centaines de bénévoles qui, partout en France, assurent un travail ponctuel ou régulier, sur quelques jours ou quelques mois. Ce maillage local des militants bénévoles est une particularité fondamentale du Réseau, qu'il nous tient à cœur de développer et de valoriser.

Un grand merci à tous les groupes locaux, bénévoles, militants, donateurs, administrateurs et salariés pour leur engagement.

Nos interventions sur le plan juridique

Les recours suivants, **engagés en 2008**, ont donné lieu à des échanges de mémoires devant les juridictions :

- **Réseau « Sortir du nucléaire » et R. Avrillier c/ ANDRA**, refus de communiquer la liste des 3115 communes

susceptibles d'accueillir un centre de stockage de déchets radioactifs de « faible activité à vie longue » (tribunal administratif de Versailles) ; l'affaire devrait être jugée en 2010.

Commentaire : la liste ayant été finalement rendue publique il est possible que le tribunal prenne une ordonnance de non-lieu à statuer ; intérêt de maintenir le recours : créer un précédent pouvant resservir ; à noter l'avis favorable de la CADA.

- **« Association des élus meusiens et haut - marnais opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs » c/ conseil général de Haute Marne** : recours contre l'arrêté nommant Bataille à la CLIS de Bure ; en 2009, le préfet a produit un courrier de démission de l'intéressé.

Commentaire : le préfet demande le non-lieu suite à cette démission ; nous maintenons la demande, l'intérêt de cette affaire étant de créer un précédent, rare, en matière d'annulation de nomination à des CLIS pour conflit d'intérêt ; audience en 2010.

- **instruction en cours contre SOCATRI** (affaire « Cadarache » des fuite d'uranium) : affaire en cours d'instruction ; les échanges avec le procureur de Carpentras laissent entrevoir un procès au 1^{er} semestre 2010.

- **suites de la garde à vue de Stéphane LHOMME** (diffusion d'information classifiée) : après plusieurs relances en 2009, et une pétition qui a rassemblé plus de 30 000 signatures, le parquet a répondu que, finalement, la plainte serait classée après un rappel à la loi ; la demande du dossier pénal a été faite fin 2009.

Nouvelles affaires en 2009

- 21 janvier 2009 : recours au Conseil d'Etat c/ décret autorisant EDF à procéder aux opérations de démantèlement du centre nucléaire de production d'électricité du **Bugey**.

Commentaire : la requête a donné lieu à une réplique en octobre 2009 ; l'intérêt du recours consiste à présenter des moyens de procédure liés à la violation de la directive CEE de 1985 relative aux études d'impact, comme pour le recours contre le décret de démantèlement de Brennilis. A l'occasion de la réplique, suite à l'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat, il a aussi été évoqué la violation de la Charte de l'environnement. L'affaire sera jugée en 2010.

- avril 2009 : deux recours sommaires au Conseil d'Etat c/ décrets autorisant le démantèlement de ATP et LPC ; suite à l'interprétation de l'annexe de la directive CEE de 1985, les recours ont été retirés.

- 2 juin 2009 : plainte au procureur de la République de Nanterre pour atteinte à la vie privée et utilisation de données personnelles suite à la révélation par la presse de **l'espionnage par des agences du porte-parole du Réseau**.

Commentaire : une information judiciaire a été ouverte à l'origine pour des faits similaires concernant Greenpeace ; les faits étant ici distincts, le juge d'instruction de Nanterre doit être saisi par le procureur à son tour. A ce jour, il n'y a pas eu de suite. Une relance sera prévue.

- 9 juin 2009 : audience TGI Cherbourg c/ **militants ayant occupé en 2007 un pylône à Flamanville pour protester c/EPR** ; c'est suite à une plainte avec constitution de partie civile de RTE que les poursuites ont été engagées ; les prévenus ont été condamnés à des peines d'amende avec sursis, aucun appel.

Commentaire : le procès a eu un large écho local et a permis de rappeler les conditions dans lesquelles l'EPR a été décidé.

- 12 juillet 2009 **plainte au procureur de Paris c/ EDF et AREVA pour les « fausses pubs »** dans la presse pour jeunes.

Commentaire : la plainte fait suite aux saisines par le Réseau de l'autorité de régulation de la publicité qui a rendu des avis concernant des publicités déguisées dans la presse. Les infractions sont nettement constituées ; en revanche, il s'agit d'infractions au droit de la presse/de la consommation : cela explique que, en plus du Réseau, des personnes physiques s'y soient associées. L'enquête est longue et devrait être terminée en 2010. L'intérêt de l'affaire : outre la mise en cause des journaux, les annonceurs sont susceptibles d'être mis en cause par la loi. Le procureur décidera du renvoi des personnes devant le tribunal de police ou pas ; les plaignants pourront le faire de leur propre initiative sinon.

- 29 septembre 2009 : recours en référé c/ **arrêté du maire de Colmar restreignant la manifestation des antinucléaires** ; suite à l'abrogation en cours d'instance de l'arrêté, le tribunal administratif de Strasbourg a prononcé un non-lieu à statuer.

Commentaire : nous avons été consultés plus largement sur le projet d'arrêté du maire et celui du préfet, le montage du dossier de déclaration, les « risques » encourus ...

- 2 octobre 2009 : procès en appel à la Cour de Caen c/ **militants qui avaient stoppé un train de déchets italiens** à Bayeux en 2008 ; peines d'amende avec sursis confirmées.

Commentaire : le parquet avait pris l'initiative de l'appel pour demander des peines de prison avec sursis ; non seulement sa demande a été rejetée, mais encore les dommages-intérêts octroyés à la SNCF ont été supprimés. Le procès a également connu un large écho local.

- 16 octobre 2009 : plainte au parquet d'Aix en Provence c/ x suite incident survenu sur le site de Cadarache concernant des stocks sous-évalués de plutonium par CEA A suivre en 2010. L'infraction semble de façon évidente constituée.

- 3 décembre 2009 : note juridique du CEDRA concernant les travaux préparatoires de l'ANDRA. En plus des missions et recours exercés, le cabinet a été consulté concernant le fonctionnement interne du Réseau ; plusieurs notes ont été produites en 2009 (interprétation des statuts/droit social ...).

Le Réseau et le nucléaire dans les médias en 2009

2008 avait été un grand cru, avec l'affaire de la fuite d'uranium au Tricastin. En 2009, le rythme des affaires et révélations n'a pas faibli. Le nucléaire est régulièrement revenu sur le devant de la scène médiatique, le Réseau « Sortir du nucléaire » contribuant fréquemment à créer le « buzz ». L'ère des tabous serait-elle révolue ?

Chronologie non exhaustive mais commentée

12 janvier 2009 : le Réseau "Sortir du nucléaire" révèle que les laboratoires de toutes les centrales nucléaires EDF, déclarées incapables de mesurer correctement la radioactivité, ont perdu leurs agréments). L'affaire fait grand bruit dans tous les médias...

6 février 2009 : Sarkozy visite le chantier de l'EPR. Le communiqué du Réseau, titré "Sarkozy sur les falaises de Flamanville : le nucléaire français au bord du gouffre", sera plus que vérifié au cours de l'année !

11 février : France3 diffuse le documentaire choc "Le scandale de la France contaminée" sur les anciennes mines d'uranium. Impact énorme dans les médias et l'opinion publique.

16 février : le quotidien britannique The Sun révèle que deux sous-marins nucléaires (un français, un britannique) se sont percutés le 6 février. Les autorités françaises avaient simplement évoqué un choc avec un simple container (ce qui n'est pas sympa pour les sous-marins britanniques !)

31 mars : Médiapart révèle l'espionnage du Réseau "Sortir du nucléaire" et de Greenpeace par EDF. Affaire extrêmement médiatisée mais surtout au profit de Greenpeace,

26 avril : Tchernobyl Day. Peu de médiatisation nationale, mais un écho important dans les quotidiens régionaux et locaux, les antennes locales de France3, les radios locales...

4 mai : le Réseau "Sortir du nucléaire" fait condamner EDF et AREVA par le Jury de déontologie publicitaire. Très peu de médiatisation : les médias ont assurément eu peur de perdre... les pubs d'EDF et Areva, qui les financent souvent. NB : Une procédure en justice lancée par le Réseau est en cours...

1er juillet : le Réseau "Sortir du nucléaire" communique sur les failles de sûreté, révélées par l'autorité de sûreté concernant l'EPR. Aucun média ne réagit. Il faudra attendre début novembre pour que l'affaire explose...

9 juillet : boom médiatique quand le PDG (sortant) d'EDF, Pierre Gadonneix, demande une augmentation de 20% du prix de l'électricité. Un doute commence (enfin) à s'installer dans l'opinion quant au caractère "bon marché" du nucléaire...

4 août : après la commune de Pars-les-Chavanges en juillet, c'est Auxon qui retire sa candidature pour l'enfouissement des déchets radioactifs "FAVL". Le lobby nucléaire se retrouve le bec dans l'eau. Bravo aux associations locales. Médiatisation régionale très intense.

20 août : la pétition lancée par le Réseau passe la barre des 30 000 signataires pour "un classement sans-suites de la procédure contre Stéphane Lhomme" dans l'affaire du document Confidentiel défense sur l'EPR

Septembre-Octobre : nombreux rebondissements dans la préparation de la manifestation du Réseau à Colmar pour la fermeture de la centrale de Fessenheim. Cette affaire fera la Une des médias alsaciens pendant des semaines !

12 octobre : Libération fait le "buzz" sur l'affaire des déchets radioactifs expédiés par EDF en Sibérie. A nouveau, énorme médiatisation pendant plusieurs jours...

15 octobre : révélation sur les 30 kg de plutonium "en trop" retrouvés à Cadarache. A nouveau, énorme médiatisation pendant plusieurs jours... (bis)

2 novembre : les autorités de sûreté britannique, finlandaise et française condamnent les failles du système de contrôle-commande de l'EPR. Bien entendu, ce sont les britanniques qui ont levé le lièvre, les autorités finlandaise et française n'avaient rien vu... ou rien dit ! Médiatisation énorme de cette affaire.

4 novembre : double perte de refroidissement à la centrale de Cruas. La situation est rattrapée par EDF, qui avait pourtant affirmé auparavant qu'elle ne "pouvait pas" se produire...

17 novembre : on apprend que la France a été importatrice nette d'électricité sur un mois (octobre) pour la première fois depuis 1982. Le chauffage électrique est de plus en plus remis en question...

18 novembre : la mobilisation contre l'enfouissement des FAVL en Lorraine-Champagne Ardenne, et notamment en Meuse et dans les Vosges proches fait des émules : la commune de Bonnet se prononce contre l'enfouissement en profondeur (suite du laboratoire de Bure).

26 novembre : Fillon, Lagarde, Lauvergeon et Proglia à Flamanville : le Réseau "Sortir du nucléaire" communique sur le thème "Cortège funèbre pour le nucléaire français" et "Le programme EPR doit être abandonné". (Cf 27 décembre)

1er décembre : le Réseau "Sortir du nucléaire" demande aux eurodéputés d'Europe Ecologie de rectifier leur vote en faveur d'une résolution qui valide la contribution du nucléaire à la lutte contre le changement climatique.

5 décembre : à Copenhague, juste avant l'ouverture du Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques, le Réseau « Sortir du nucléaire » déploie une grande banderole portant l'inscription « Don't nuke the climate ! » (ni nucléaire ni effet de serre), pour dénoncer les tentatives du lobby de pousser le nucléaire comme solution à l'effet de serre.

10 décembre : dans le port de Copenhague, belle action visuelle du Réseau "Sortir du nucléaire" : des militants, accompagnés par une douzaine d'ONG de plusieurs pays, affublent la célèbre statue de lapetite sirène d'un masque antiradiation. La photo est reprise dans de nombreux médias.

12 décembre : journée d'action internationale « Ni nucléaire ni effet de serre ». Le Monde souligne l'omniprésence des symboles antinucléaires dans la grande manifestation de Copenhague.

27 décembre : Abou Dhabi choisi un réacteur coréen au détriment de l'EPR. C'est un coup de tonnerre dans les médias français.

30 décembre : le Conseil Constitutionnel annule la taxe carbone. Une occasion malheureusement manquée de revenir sur l'exemption dont bénéficiait l'électricité, présentée comme « non émettrice de CO2 » car nucléaire. ..

5 janvier 2010 : fait rare, un grand magazine s'attaque à Areva : l'Expansion dénonce les 80 000 euros versés à l'ONG Sherpa dans le cadre d'un accord qui permet à Areva de faire passer ses mines d'uranium pour "écologiquement responsables"

13 janvier 2010 : les exportations françaises d'électricité ont chuté en 2009 au niveau de 1982. La France est encore légèrement exportatrice, mais la balance financière est nulle voire négative (il faut attendre les chiffres définitifs).

18 janvier 2010 : le litige entre EDF et Areva à propos de la gestion des déchets nucléaires transparaît dans tous les médias.

Suivi des décisions des précédentes Assemblées générales du Réseau "Sortir du nucléaire"

DECISIONS AG 2009

Mise en valeur du combat pour l'indépendance de l'OMS par rapport à l'AIEA et pour la vérité sur les effets sanitaires des contaminations radioactives en tant que thème central de l'édition 2009 du Chernobyl Day (26 avril 2009)

RÉALISÉ

Réalisation de visuels de simulation des conséquences d'un accident nucléaire majeur

NON RÉALISÉ

Dossier thématique sur les moyens autogestionnaires pour se passer du nucléaire

NON RÉALISÉ / EN PERSPECTIVE

Campagne d'interpellation des candidats aux élections européennes dans la continuité de la campagne 2008 "Ni nucléaire, ni effet de serre"

RÉALISÉ

Grande campagne d'information et de mobilisation européenne jusqu'au sommet de Copenhague (du 7 au 18 décembre 2009) avec comme point d'orgue une journée européenne de mobilisation « Ni nucléaire, ni effet de serre » le samedi 12 décembre 2009

RÉALISÉ

Campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire dans la perspective des élections régionales de 2010.

NON RÉALISÉ

DECISIONS AG 2008

Mise en place de relais locaux (personnes) permettant d'étendre le champ d'actions et d'informations du Réseau "Sortir du nucléaire" dans les départements ou zones géographiques où il n'y a pas de structures actives.

NON RÉALISÉ / EN PERSPECTIVE

Définition d'un statut d'adhérent individuel qui sera présentée à l'Assemblée Générale 2009 (un mandat est donné au Conseil d'Administration pour définir les modalités).

RÉALISÉ

Mise en place de points d'informations dans des lieux publics sur la base d'un matériel spécifique (panneaux, stands, etc.) afin de faire circuler l'information plus efficacement et plus rapidement.

NON RÉALISÉ / EN PERSPECTIVE

Création d'un groupe de travail "Déchets, démantèlement, transports"

RÉALISÉ

Rénovation de la Charte fondatrice du Réseau "Sortir du nucléaire", en particulier en y incluant la problématique du nucléaire militaire, et mandat au CA pour :

- après large concertation, proposer à l'AG 2009 extraordinaire une Charte rénovée
- inclure la Charte et ses possibilités d'évolution au sein des statuts du Réseau.

RÉALISÉ

Dans un souci de transparence et de démocratie, mise en libre accès aux adhérents des relevés de décisions du CA sur le site Internet du Réseau.

NON RÉALISÉ / EN PERSPECTIVE

Mise à l'étude d'un dépôt de plainte contre X pour destruction des espèces vivantes sur la planète.

NON RÉALISÉ

Organisation à Bruxelles par le Réseau "Sortir du nucléaire" d'un rassemblement européen et d'une action de lobbying auprès des députés européens et des membres de la commission européenne pendant la présidence française de l'Union européenne.

RÉALISÉ

(à Paris le 12 juillet 2008, sur décision du CA)

Campagne sur le thème "Nucléaire et changement climatique" en 2008.

RÉALISÉ

Brochure sur le retraitement-extraction du plutonium.

RÉALISÉ

Campagne de déclinaison des scénarios de sortie du nucléaire pour toutes les régions françaises ? (Etude pour des sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans, Etude de Virage-Energie Nord-Pas de Calais sur un scénario de sortie à échéance de fin de vie des réacteurs + division par 4 des émissions de CO2 d'ici 2050)

NON RÉALISÉ

Campagne pour l'abandon du nucléaire militaire s'appuyant sur la réalisation et diffusion d'un 4 pages d'information et sur l'organisation de conférences, à mener si possible en lien avec le CDRPC (Centre de Documentation et de Recherches sur la Paix et les Conflits).

RÉALISÉ

(sous la forme d'un dossier thématique)

Organisation d'une manifestation européenne en octobre 2009 pour réclamer la fermeture de la centrale de Fessenheim sans EPR.

RÉALISÉ

Lancement d'une campagne d'opinion sur le thème "Le nucléaire est sale", qui pourra être déclinée sur de nombreux thèmes : mines d'uranium, rejets des centrales dans l'environnement, déchets radioactifs, prolifération nucléaire, etc. Le CA est mandaté pour organiser cette campagne d'opinion qui pourra être mise en œuvre à travers une brochure, les communiqués de presse, diverses actions, etc.

NON RÉALISÉ